



# GRAIN

en 2013

Pour des systèmes alimentaires gérés  
par les communautés et fondés  
sur la biodiversité





L'équipe de GRAIN et les membres du conseil d'administration en 2013

GRAIN est une petite organisation internationale à but non lucratif qui soutient la lutte des paysans et des mouvements sociaux pour renforcer le contrôle des communautés sur des systèmes alimentaires fondés sur la biodiversité. Ce soutien revêt des formes diverses : recherche et analyse indépendantes, constitution de réseaux au niveau local, régional et international, coopération active et formation d'alliances avec les mouvements sociaux.

Depuis plus de 20 ans, GRAIN joue un rôle actif dans le mouvement mondial qui s'oppose à la mainmise des grandes entreprises sur l'alimentation, les fermes et les moyens de subsistance des peuples. Dans le monde entier, les gouvernements réservent leur attention et les aides à l'agriculture industrielle et aux chaînes d'approvisionnement alimentaire, qui sont aux mains des grandes entreprises. Malheureusement, ce modèle ne fait aucun cas des petits producteurs ni de la complexité de leurs systèmes de production et de distribution qui nourrissent pourtant l'humanité depuis plus de 12 000 ans. Aujourd'hui, près d'un milliard d'être humains souffrent de la faim à cause, notamment, d'un système alimentaire

industriel qui préfère alimenter les marchés mondiaux que de nourrir les populations. Parmi ceux qui souffrent de la faim, soixante-dix pour cent sont des petits producteurs, ce qui illustre de façon irréfutable le dysfonctionnement du système.

GRAIN surveille, enquête et expose les problèmes liés à l'alimentation et à l'agriculture, en partenariat avec une série de groupes locaux, de mouvements sociaux et de réseaux internationaux. De l'Indonésie au Mexique, en passant par le Bénin, l'équipe de GRAIN travaille en plusieurs langues dans divers fuseaux horaires, en suivant ce qui se passe au niveau mondial et sur le terrain, et en partageant les informations obtenues avec ses partenaires, les décideurs et le public. GRAIN fournit des données et des analyses fiables d'autant plus riches qu'elles s'appuient sur une longue histoire de luttes et de collaboration. GRAIN soutient ainsi les efforts du mouvement international pour protéger la biodiversité et promouvoir des systèmes alimentaires plus démocratiques et plus justes.

GRAIN ne se contente pas de mener des recherches et de les partager. Il contribue à relier entre eux les mouvements sociaux et les groupes qui cherchent à mettre en place des systèmes alimentaires et agricoles plus diversifiés, et les aide à réaliser leurs objectifs. Pour GRAIN, il est absolument essentiel de travailler en partenariat avec les groupes locaux pour développer des stratégies et mettre en place des mécanismes viables qui permettent de soutenir les systèmes alimentaires gérés par les communautés. GRAIN n'est qu'une petite organisation, mais maximise son influence en participant activement à des réseaux régionaux et internationaux dans le monde entier.

Le travail de GRAIN s'articule actuellement autour de quatre thèmes étroitement liés :

- Les grandes entreprises, le pouvoir et le système alimentaire mondial
- L'accaparement des terres
- Le contrôle des semences par les populations
- La crise climatique et l'agriculture

La présente publication passe en revue les activités de GRAIN et les résultats obtenus en 2013. Nous avons choisi des exemples de nos travaux les plus importants et des réflexions sur nos activités et leur impact. Un rapport plus complet de nos activités, publications et résultats peut être demandé au service de la coordination de GRAIN ([grain@grain.org](mailto:grain@grain.org))

Ce document est également disponible sur le site internet de GRAIN à l'adresse suivante : <http://www.grain.org/e/5099>



# L'accaparement des terres

Il y a cinq ans, GRAIN a publié un [rapport inquiétant](#) qui exposait une nouvelle tendance, l'accaparement massif des terres : les pays riches et les grandes entreprises se saisissent de terres utilisées par les paysans et les éleveurs des pays pauvres, les expulsant pour ce faire de leurs terres et détruisant leurs moyens de subsistance. Depuis, cette situation a provoqué d'intenses débats et actions au niveau international, régional et local. L'accaparement des terres est resté la grande priorité de GRAIN au cours des dernières années.

En 2013 nous nous sommes impliqués de plus en plus dans les actions de terrain et avons soutenu directement les luttes locales contre l'accaparement des terres.

## L'accaparement des terres et le crime d'entreprise : le projet Senhuile



Pancarte indiquant le site du projet vivement contesté de Senhuile (Photo: GRAIN)

En avril 2013, nous avons reçu un mail d'un résident de Dakar nous demandant si GRAIN pouvait aider à découvrir d'éventuels liens entre le projet Senhuile et le blanchiment d'argent. Le projet Senhuile, au nord du Sénégal, est l'un des cas d'accaparement international des terres les mieux connus. Il a provoqué une terrible colère, des émeutes et même des morts, car les communautés agropastorales opposent une résistance féroce pour empêcher la

réalisation du projet sur leurs terres. Actuellement, le projet

entoure complètement plusieurs villages, bloquant l'accès des habitants à l'eau et aux terres de pâture. La situation est absolument terrible pour ces 9 000 personnes qui veulent récupérer leurs terres.

Pour comprendre qui se cache derrière ce projet, nous avons d'abord examiné tout un enchevêtrement de connexions : entre l'entreprise et les centres financiers

offshore, avec des cas célèbres de corruption et la fraude fiscale, pour n'en citer que quelques-unes. Nous avons établi des partenariats informels avec des groupes importants en Italie et au Sénégal, et en particulier avec les communautés concernées. Nous avons pu ainsi nous faire une assez bonne idée des eaux troubles dans lesquelles évoluent les principaux acteurs de l'investissement : le groupe italien Tampieri Financial Group, plusieurs investisseurs sénégalais et Agro Bioethanol International, une société-écran sise à New-York.

Avec nos partenaires, nous avons [publié nos conclusions](#) en novembre et le rapport a suscité des débats acharnés au Sénégal et ailleurs. Puis en février 2014, nous avons [aidé à organiser la visite de membres des communautés concernées dans plusieurs capitales européennes](#), ce qui a vraiment attiré l'attention des médias et suscité de nouveaux débats. Trois mois plus tard, Benjamin Dummai, le directeur général du projet était [mis à pied par son conseil d'administration puis arrêté par les autorités sénégalaises](#). Selon les médias locaux, il a été accusé d'avoir détourné près d'un demi-million de dollars. Les organisations locales ont réagi immédiatement à la nouvelle : « L'arrestation et le renvoi de Dummai confirment nos inquiétudes sur l'obscur conglomérat international derrière l'entreprise Senhuile. Nous demandons que ce projet soit immédiatement arrêté ».

## Une forme déguisée d'accaparement des terres : la Nouvelle Alliance du G8 pour la sécurité alimentaire et la nutrition

[La Nouvelle Alliance](#) a été mise en place par les pays les plus riches du monde, sous le prétexte d'aider les Africains à sortir de la pauvreté. En réalité, ce projet vise à ouvrir le continent pour laisser les grandes entreprises étrangères en prendre le contrôle. En mars, nous avons publié ["Le G8 et l'accaparement des terres en Afrique"](#) qui expose pour la première fois et en détail, par pays et par société, les cas



La concurrence des importations à bas prix ne laisse que des marges réduites aux petits producteurs et commerçants (Photo : Fulgence Zamlé)

d'accaparement des terres prévus par le Programme du G8. Nous avons aussi souligné les cas où les lois et la réglementation sur les semences risquaient de faire l'objet d'un changement. D'autres groupes ont ensuite sorti des rapports similaires, ce qui a encouragé la mobilisation contre le programme du G8. Beaucoup de groupes nous ont demandé davantage d'information et nous avons bien l'intention de poursuivre notre travail sur le sujet en 2014. <http://new-alliance.org/> (en anglais seulement)

## La politique des biocarburants de l'UE : le moteur de l'accaparement des terres



Le jatropha n'a pas été à la hauteur des attentes exagérées, mais la prochaine génération de biocarburants n'est pas encore prête (Photo : CIFOR)

montre bien que la politique européenne est encore, à ce jour, le ressort essentiel de cet accaparement des terres. Des discussions sur cette question ont lieu actuellement au Parlement européen, mais on attend toujours un véritable changement de politique.

Nous avons rédigé un [rapport spécial sur l'accaparement des terres dans le secteur des biocarburants](#), qui comprenait entre autres un ensemble de données pour les groupes qui assurent le suivi de ces transactions. Le rapport fournit une liste de 293 cas d'accaparement rapportés dans le monde entre 2002 et 2012 ; ce sont tous des cas où les investisseurs déclarent nettement leur intention de produire des biocarburants. La superficie concernée est de plus de 17 millions d'hectares. Tout ceci

## Karuturi coupable d'évasion fiscale

Au début de 2013, GRAIN et un nouvel ensemble de partenaires [ont exposé au grand jour un procès pour évasion fiscale intenté à Karuturi](#), l'emblématique accapareur des terres d'Afrique. Nous avons commencé à travailler sur cette histoire en 2012, après avoir établi le lien entre Karuturi le producteur de roses fraudeur du Kenya et Karuturi, l'accapareur arrogant et prétentieux d'Éthiopie. Nous

avons alors commencé à discuter avec des activistes du réseau Tax Justice Network, Forum Syd au Kenya, avec des journalistes, des groupes autochtones éthiopiens concernés et des mouvements paysans militants en Inde. En avril 2013, nous avons enfin pu rendre publique la nouvelle que Karuturi avait été reconnu coupable de fraude fiscale. C'était la première fois qu'un gouvernement africain n'arrangeait *pas* les choses dans les coulisses. Depuis, la situation ne cesse d'aller de mal en pis pour le célèbre accapareur de terres. En février 2014, la branche kenyane de la société s'est effondrée et a été [placée sous administration judiciaire par le gouvernement kenyan](#).

## Le soutien des luttes sur le terrain

En 2013, GRAIN s'est davantage impliqué dans le soutien direct des mouvements de résistance locaux contre l'accaparement des terres et les projets agroalimentaires. Ce travail de soutien s'est souvent fait en collaboration avec des collectifs et des alliances avec toutes sortes d'autres groupes ; nous n'avions jamais travaillé auparavant avec certains d'entre eux. En Sierra Leone par exemple, nous avons passé beaucoup de temps à [essayer d'aider Green Scenery et les autres groupes locaux d'activistes](#) à se battre contre les plantations de palmiers à huile de Bollore qui ont l'appui du Gouvernement contre la volonté des communautés locales. Avec d'autres groupes, nous avons aidé le Programme de développement durable [Sustainable Development Initiative] au Liberia à repousser les attaques du Gouvernement et des grandes entreprises hostiles à ses objectifs, en exposant les graves problèmes émanant des accords fonciers passés localement avec le géant de

Des ouvriers de PT  
Hardaya dans l'un des  
camps de travailleurs  
de la plantation de  
Buol : « **Nous avons  
beau travailler  
très dur, nous  
sommes toujours  
endettés** » (Photo:  
Pietro Paolini/Terra)



l'huile de palme, Sime Darby. Au Cameroun, [nous avons aidé Nasako Bisingi](#) à se défendre contre des plaintes pour diffamation et le harcèlement de l'entreprise américaine Herakles Farms, à qui 20 000 ha avaient été alloués pour produire de l'huile de palme sans le consentement de la population locale. Nous avons aidé Pain pour le prochain et Cominsud à préparer un atelier de stratégie régionale pour les groupes en lutte contre l'accaparement des terres en Afrique centrale et en Afrique de l'Ouest. Nous avons également continué à soutenir les actions menées contre le projet ProSavana au Mozambique, et collaboré avec l'Anywaa Survival Organisation sur les problèmes d'accaparement des terres à Gambela, en Éthiopie.

En novembre, nous avons eu la chance d'être invités au Nigéria à une rencontre destinée à établir des réseaux. La rencontre était organisée par le World Rainforest Movement (WRM) pour discuter de tous ces cas d'accaparement et de cas similaires. Nous avons échangé nos données et notre expérience concernant l'accaparement des terres agricoles, et certains nous ont fait bénéficier de leurs années de lutte contre de grands projets forestiers. La rencontre fut importante pour forger des liens et établir des stratégies pour aider les groupes présents sur le terrain. Pour plus de renseignements, nous vous conseillons de lire la [Déclaration de Calabar](#).

Malheureusement l'accaparement des terres est loin de ne concerner que l'Afrique. Après un voyage à Sulawesi, en Indonésie, nous avons [publié un article sur la lutte menée par les groupes de Buol contre une entreprise d'huile de palme locale](#). Cet article a contribué à attirer sur leur lutte l'attention internationale et la solidarité. Pendant l'année, nous avons également participé à plusieurs débats et ateliers sur l'accaparement des terres en Amérique latine et en Europe.



# La lutte pour les semences

Les semences sont la pierre angulaire de la résistance au système alimentaire industriel. Premier maillon de la chaîne alimentaire, elles sont ancrées dans les cultures locales et dépendent des traditions de conservation et de partage de la communauté pour survivre. Il n'est donc pas surprenant que les foires, formations, échanges et ateliers de semences se multiplient de par le monde : c'est un moyen concret de dire non à la mainmise des grandes sociétés sur nos moyens de subsistance et oui à la souveraineté alimentaire. Dans beaucoup de régions du monde, GRAIN contribue à promouvoir et à systématiser les activités liées aux semences, tout en apportant son soutien aux luttes contre des législations visant à mettre les semences sous la coupe de l'agrobusiness.

## Luttes populaires contre les lois sur les semences imposées par les grandes entreprises

La résistance aux efforts des grandes entreprises pour contrôler les semences a explosé partout en 2013, tout particulièrement en Amérique latine et en Europe. En Amérique latine, l'équipe de GRAIN s'est directement engagée avec ses partenaires en première ligne des débats politiques, notamment au Chili, en Argentine, au Costa Rica et au Mexique. Il a fallu pour ce faire expliquer les choses aux députés, collecter des signatures, former des étudiants et participer à des programmes de radio et de télévision. Il s'agissait surtout d'empêcher l'adoption des nouvelles lois fondées sur l'Acte de 1991 de la convention UPOV (Union pour la protection des obtentions végétales) qui encourage le contrôle des grandes entreprises sur les semences et condamne les échanges de semences entre paysans. En Europe, les débats et les actions ont également été très animés et se sont concentrés sur le marché et la réglementation du commerce des semences. L'UE envisage

Voici ce à quoi ressemble le libre-échange :  
destruction de semences **"non certifiées"**  
(Photo: ICA)



actuellement d'adopter une nouvelle directive sur le matériel végétal qui limiterait encore ce que les paysans et les jardiniers ont le droit de faire avec leurs semences.

## Le soutien de la lutte pour les semences en Colombie

En Colombie une vague populaire massive s'est levée pour saborder les lois sur les semences imposées par les grandes entreprises, au cours d'une grève agraire nationale de protestation contre les accords de libre-échange

(ALE) du pays. GRAIN avait suivi cette lutte de très près et était déçu de voir si peu d'information correcte disponible en anglais. Nous nous sommes donc empressés de produire un [rapport soulignant combien l'opinion publique était mobilisée par la criminalisation des semences de ferme](#) que les ALE avec les États-Unis et l'Europe imposent à la

Colombie. Ce rapport a contribué à renforcer la solidarité internationale envers la lutte des paysans en

Colombie, et le Président colombien s'est vu obligé de suspendre la résolution gouvernementale sur les semences et de promettre de nouvelles règles sur l'usage des semences « qui n'affecteront pas les petits paysans ».



Melbourne, Australia: Les Colombiens autour du monde ont marché par solidarité envers la maison arrière d'agriculteurs (Photo: Erik Anderson/Flickr)

## Arrêt de l'UPOV au Chili

Le combat contre l'introduction des mesures de l'UPOV 91 a été particulièrement intense au Chili. L'opposition du public au projet de loi s'est étendue largement dans tous les milieux et GRAIN a participé à de nombreuses

mobilisations au cours de l'année. Notre rôle principal était de préparer des arguments précis et justifiés contre le projet de loi en discussion au Parlement et de participer à de



Les milliers de personnes ont protesté contre des lois de graine au Chili

multiples rencontres en zone rurale et urbaine, pour partager et discuter cette information. La pression sociale et la force des arguments se sont combinées pour influencer le Sénat chilien et une majorité de sénateurs ont indiqué qu'ils voteraient contre la loi. Le Gouvernement a alors retiré le projet de loi. Il y a aujourd'hui une nouvelle présidente au Chili et elle a promis de lancer une nouvelle série de discussions sur l'UPOV 91, prévoyant une véritable participation des organisations sociales. Une victoire majeure a été obtenue, mais le travail doit se poursuivre.

## Comprendre la situation

Pour ce qui est des lois sur les semences, notre contribution la plus importante en 2013 a peut-être été le rapport spécial sur la situation en Amérique latine. ["Lois sur les semences en Amérique latine : une offensive qui se poursuit et une résistance qui s'intensifie et se multiplie"](#) a été préparé pour une rencontre destinée à définir une stratégie pour le continent. Nous avons organisé cette rencontre sur la question des semences au Paraguay, mais elle a aussi clairement servi à faire passer l'information aux mouvements dans les autres régions. Le rapport décrit des expériences de première main de luttes menées en Argentine, en Colombie, au Costa Rica, au Mexique, au Venezuela et au Chili, et montre les avantages réels que peuvent obtenir les mouvements populaires. Dans la plupart de ces pays, les campagnes populaires sont en train de bloquer effectivement les propositions d'adoption de législations de type UPOV qui criminalisent les semences des populations.

“

### « Lois sur les semences en Amérique latine » fait un tabac en Zambie

*« Quel merveilleux article et quelle force ! Il explique clairement et de manière convaincante comment des semences développées sur des milliers d'années au sang et à la sueur des paysans pauvres sont volées par les grandes entreprises si riches et les avocats qui leur servent d'hommes de main et ne connaissent que le mensonge et la coercition. C'est le meilleur document que j'aie jamais lu sur le sujet. Lisez-le également et diffusez-le aussi largement que possible. Je ne peux pas imaginer meilleur outil pour équiper une armée de paysans et les bonnes volontés. Maintenant que nous avons l'outil en main, utilisons-le pour renverser la vapeur. »*

Will Colston, Kenneth Kaunda Centre for Practical Agriculture

Mfuwe, Zambie, janvier 2014

à propos de notre publication ["Lois sur les semences en Amérique latine"](#)

## Déclaration d'Yvapuruvu : lois sur les semences – refusons la dépossession

*« Les semences sont l'œuvre des peuples, elles font partie de leur histoire. Elles ont été cultivées grâce au travail, à la créativité, à l'expérimentation et à l'attention de tous. Au fil du temps, elles ont aussi façonné les peuples, leur permettant de s'alimenter de manières très diverses, de cultiver la terre, de partager, de développer leurs manières d'appréhender le monde. Elles sont donc intimement liées à des principes communautaires, à des responsabilités, des droits et des devoirs. Les semences nous imposent des responsabilités qui commencent avant même que nous n'ayons le droit de les utiliser. »*

Tiré de la [« Déclaration d'Yvapuruvu »](#) adoptée à une rencontre régionale des principales organisations impliquées dans les questions de semences, qui s'est tenue au Paraguay en novembre. GRAIN a participé activement à l'organisation de la rencontre et à la rédaction de la déclaration.

## “Ne touchez pas à notre maïs !”

Au début de 2013, nous avons sorti un rapport très important intitulé [“Ne touchez pas à notre maïs !”](#). Il décrit le mouvement de résistance en marche contre les OGM au Mexique et comment les connexions extrêmement complexes qui relient l'industrie aux agences gouvernementales et aux organismes internationaux sont à l'origine de l'offensive massive pour remplacer le maïs natif par des variétés transgéniques développées par les grandes entreprises. Notre rapport montre comment des communautés ont pu arrêter l'invasion et défendre plutôt la vie des populations entrées en résistance.

## Les OGM : alimenter ou leurrer la planète ?

Pour soutenir les luttes populaires contre les transgéniques, GRAIN a publié un court rapport d'analyse [“Les transgéniques : 20 ans à alimenter ou leurrer la planète ?”](#), qui détruit plusieurs des mythes que les grandes entreprises s'efforcent de perpétuer. Le rapport a été bien reçu sur notre site Internet. Aux Philippines, nous avons également rejoint la bataille contre le Golden Rice (riz doré), qui a atteint son apogée quand en août 2013 l'une des parcelles expérimentales avancées a été sabotée par des activistes. Avec nos partenaires de la région nous avons publié un [communiqué de presse/document d'information](#) pour soutenir les groupes en lutte sur le terrain.



## La collaboration avec La Vía Campesina

La Vía Campesina (LVC), le mouvement paysan international qui représente des millions de petits paysans dans le monde entier, est depuis de longues années un partenaire important pour GRAIN, car LVC est en première ligne de la lutte pour la



souveraineté alimentaire. Nous avons eu l'honneur d'être invités à la 6<sup>ème</sup> conférence de LVC à Jakarta en juin. Nous avons aidé à préparer une partie du matériel d'information et participé à la conférence-

même en tant que soutiens. Comme les membres de LVC ne se réunissent pour décider de leur politique à ce niveau qu'une fois tous les cinq ans, la rencontre était importante.

Nous avons également participé à de nombreux séminaires de stratégie et de formation liés à la Via Campesina en Amérique latine, en Afrique, en Asie et en Europe. En octobre nous nous sommes joints au groupe de soutien de leurs alliés européens pour accompagner, renforcer et aider LVC dans son travail. En novembre, deux membres de l'équipe de GRAIN se sont rendus au Zimbabwe pour prendre part à une rencontre sur les semences africaines et établir des contacts avec le nouveau secrétariat international qui s'est installé à Harare.

Ce genre de travail nous permet d'affiner notre programme politique pour mieux l'adapter aux besoins du mouvement paysan. Nous avons publié plusieurs communiqués de presse communs avec des mouvements paysans durant l'année et formalisé notre collaboration sur l'agroécologie. Le positionnement indépendant et affirmé de GRAIN sur certaines questions provoque aussi des débats et pose des défis. Ainsi, nous ne partageons pas nécessairement la même position sur la valeur à accorder aux instruments juridiques ou politiques internationaux et les instances qui les mettent en place et les supervisent. Mais ces différences d'opinion sont utiles et aident à poursuivre la réflexion et le débat entre des groupes comme le nôtre et La Via Campesina.

# Alimentation, climat et grandes entreprises

Aujourd'hui, la crise climatique est l'un des défis les plus énormes auxquels l'humanité ait à faire face. Cette crise s'explique par l'intensité et le caractère destructeur de l'exploitation des ressources naturelles à laquelle se livre une société industrielle qui ne connaît plus de limites. Notre capacité à produire la nourriture a déjà été sévèrement affectée par la crise climatique et les prévisions pour l'avenir sont inquiétantes. Le système alimentaire industriel mondial est l'un des principaux moteurs de la crise. Comme l'a montré GRAIN dans plusieurs rapports au cours de ces dernières années, l'actuel système alimentaire est responsable d'environ la moitié de toutes les émissions de gaz de serre. C'est un système alimentaire qui non seulement ne parvient pas à nourrir les gens, mais nous enfonce encore davantage dans une crise climatique générale dont l'ampleur et les conséquences sont sans précédent pour l'humanité.

## Réveillez-vous avant qu'il ne soit trop tard

En septembre, la CNUCED a publié son [Rapport 2013 sur le commerce et l'environnement](#) avec un titre choc : « Réveillez-vous avant qu'il ne soit trop tard ». Le message central est que la monoculture et les méthodes de l'agriculture industrielle ne produisent pas suffisamment de produits alimentaires abordables là où sont les besoins et provoquent de plus en plus de dégâts climatiques irréversibles. GRAIN a écrit l'un des chapitres de ce livre, mais nous avons aussi beaucoup appris auprès des autres co-auteurs. Nous avons pensé qu'il était important de faire davantage profiter le public de cette réflexion. Nous avons donc publié [un communiqué de presse commun avec LVC et l'ETC Group](#) pour attirer l'attention sur le message du livre, féliciter la CNUCED pour sa prise de position et appelé à l'action pour passer d'une agriculture industrielle à une agriculture paysanne.

***« Le système alimentaire industriel est directement responsable d'à peu près la moitié des émissions globales de gaz à effet de serre, comme le démontre notre contribution au rapport CNUCED. Nous ne résoudrons pas la crise climatique sans nous confronter au système alimentaire industriel et aux grands groupes qui l'étayent. Nous devons plutôt nous tourner vers une agroécologie paysanne. »***

Déclaration de GRAIN dans le [communiqué de presse sur le rapport de la CNUCED](#)

## Les paysans refusent de devenir des marchands de carbone

Deux mois plus tard, les gouvernements du monde se sont rencontrés à Varsovie à la Conférence-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) pour une nouvelle série de négociations, afin de répondre à la crise climatique. Mais plutôt que de faire face aux véritables causes de la crise, les délégués sont partis dans le mauvais sens. GRAIN s'est associé ici encore avec La Via Campesina et l'ETC Group pour produire ensemble un [communiqué de presse](#) exhortant les décideurs et les négociateurs à arrêter d'institutionnaliser le marché des compensations carbone comme une stratégie capable de rendre l'agriculture plus « intelligente face au climat » « Nous sommes absolument contre la politique du marché du carbone pour faire face à la crise climatique, » déclare Josie Riffaud de La Via Campesina dans le communiqué de presse. « Transformer les champs de nos paysans en puits de carbone, dont les droits peuvent être vendus sur le marché du carbone, nous éloignera encore de ce qui est pour nous la véritable solution, c'est-à-dire la souveraineté alimentaire. Le carbone de nos fermes n'est pas à vendre ! »

## Des OGM pour lutter contre la crise climatique ?

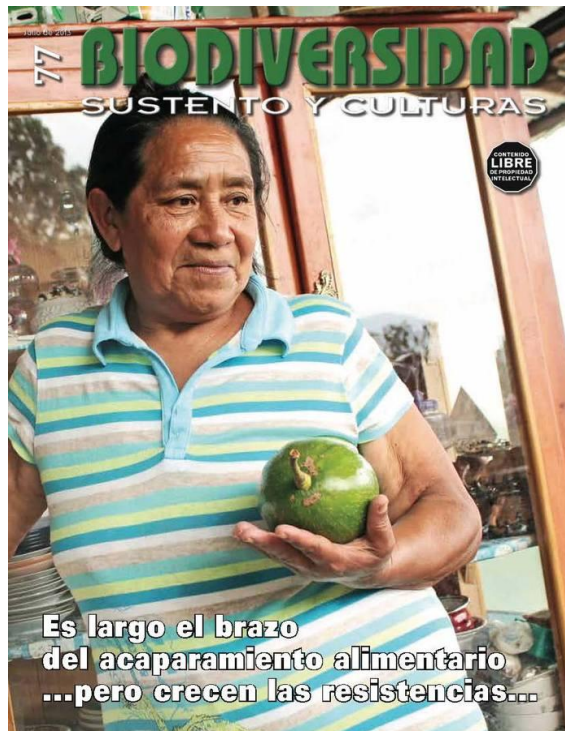
La déclaration de Calestous Juma sur le changement climatique en Afrique reflète encore une fois la façon dont la vision des grandes entreprises imprègne le débat sur le climat. Juma, éminent Kenyan habitué des cercles de scientifiques et de décideurs, a déclaré sans ambages en juin que « l'Afrique a[vait]besoin des OGM pour lutter contre le changement climatique. » Les groupes avec lesquels nous travaillons en Afrique francophone, le réseau COPAGEN notamment, ont été choqués et exaspérés et tenaient à réfuter cette affirmation. Nous avons aidé à rédiger et à distribuer ce qui est devenu une réponse bien documentée, intitulée ["Non, l'Afrique n'a pas besoin des OGM !"](#)  Nous avons également aidé COPAGEN à formuler des réponses fondées sur les faits pour contrer les nouvelles mesures politiques proposées par l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) sur les OGM et la biodiversité en Afrique de l'Ouest. Ces documents ont été officiellement soumis au secrétariat de l'UEMOA en juin.

# Information & communication – l'essence même de notre travail

En 2013, GRAIN publié deux "rapports" de fond (le premier sur ["l'accaparement des terres au Sénégal"](#) et l'autre sur la ["résistance aux OGM au Mexique"](#)), six numéros de la série ["À contre-courant"](#) et une dizaine d'[autres documents](#) en différentes langues.

En collaboration avec 10 autres organisations et mouvements d'Amérique latine, GRAIN publie ['Biodiversidad, sustento y culturas'](#). Quatre numéros sont sortis en 2013 et ont été diffusés à un lectorat de plus de 12 000 personnes dans cette région du monde. Une autre collaboration inclut la participation de GRAIN à la production du magazine Soberania Alimentaria avec des mouvements d'agriculteurs et un réseau d'ONG en Espagne. GRAIN contribue également au site Internet international et participatif de [bilaterals.org](#), qui soutient la lutte contre les accords de libre-échange (ALE) et au bulletin Nyéléni, la voix du mouvement international pour la souveraineté alimentaire

En 2013, GRAIN a développé et lancé ses pages [Facebook](#) et [Twitter](#). L'objectif principal était d'atteindre des gens que nous ne parvenons pas à toucher autrement et de les aider à accéder à notre site Internet. Nous essayons maintenant de voir comment utiliser au mieux ces outils pour créer un élan politique pour faire changer les choses. Nous avons bien avancé sur ce front : vers la fin de l'année nous avons près de 1 000 visiteurs sur notre compte Twitter et près de 3 000 personnes qui "aiment" sur notre Facebook.







La liste de diffusion "[Nouveauté de GRAIN](#)" est pour GRAIN l'outil principal utilisé pour annoncer les nouvelles publications ou les nouveaux événements en trois langues. Près de 30 000 personnes et

organisations sont désormais abonnées à la liste, mais le nombre des personnes touchées est bien plus élevé car beaucoup de nos abonnés transmettent à leur tour les informations à d'autres listes et d'autres sites Internet. En 2013, nous avons envoyé environ 30 Nouveauté de GRAIN et 8 communiqués de presse.



[Grain.org](#) est le site Internet trilingue de GRAIN. C'est là que nous mettons en ligne tous nos matériaux et beaucoup d'autres informations. Le site a été totalement remanié ; il est à présent plus simple, plus léger et plus facile à utiliser. Il est consulté en moyenne par 600 personnes par jour, et bien sûr nettement plus quand paraît du nouveau contenu.



[Farmlandgrab.org](#) est un site que nous avons lancé il y a six ans pour partager les informations et les discussions sur l'accaparement des terres. Il est mis à jour quotidiennement et contient une mine de matériaux, d'articles et d'études sur le sujet. Pour nombre de chercheurs, d'activistes et de décideurs, c'est vraiment *l'endroit* où aller chercher les informations sur le phénomène de l'accaparement des terres. Le lectorat est resté stable en 2013, avec quelque 700 visiteurs uniques par jour.



Cela fait maintenant dix ans que nous tenons le site de [bilaterals.org](#), qui continue d'être une référence essentielle pour tous ceux qui s'intéressent aux échanges bilatéraux et régionaux et aux accords d'investissement, à leurs conséquences sur la vie des gens et aux actions de résistance. Le site est géré et mis à jour comme un partenariat collaboratif. En termes de visiteurs, c'est le plus consulté de nos sites : en 2013, il a reçu plus de 3 000 visiteurs par jour.

# L'organisation et les moyens de nous soutenir

## L'équipe et le conseil d'administration

En 2013, [l'équipe](#) de GRAIN – basée principalement dans les pays du Sud – se composait de neuf responsables de programme et d'un responsable financier et administratif. Nous avons travaillé également avec deux consultants qui nous aident pour le développement internet et la recherche de financements, ainsi qu'avec plusieurs bénévoles et stagiaires. GRAIN fonctionne comme un collectif, avec un système de gestion horizontale et des méthodes de prise de décision participatives.

GRAIN est administré par un [petit conseil d'administration](#) constitué de personnes dévouées à la cause et qui s'impliquent dans l'association à titre personnel. Le CA travaille en collaboration avec l'équipe pour ce qui est du développement et de la mise en œuvre du programme, et s'intéresse aussi aux questions administratives. Ses membres sont soumis à une rotation et un renouvellement réguliers.



## Finances

Outre les revenus générés par nos publications, quelques honoraires et les donations, GRAIN est financé par des subventions provenant d'ONG, de fondations et - occasionnellement - de gouvernements et d'organisations intergouvernementales. Les donateurs soutiennent l'ensemble de notre stratégie ou bien des éléments spécifiques de notre travail. Pour nous, il est absolument essentiel de pouvoir garder notre indépendance et nous nous attachons à diversifier la base de notre soutien financier. Ci-dessous un tableau de notre situation financière en 2013.

### Revenus GRAIN en 2013 (en Euros)

Brot für Alle (CH)	55,000
Brot für die Welt (D)	70,000
CFH Foundation (USA)	11,348
CS Fund (USA)	30,520
Dutch government (NL)	2,488
EC-ASTM (LU)	7,614
EC-EJOLT (E)	34,871
International AgroEcology Fund (USA)	18,849
Isvara Foundation(CH)	19,368
Misereor / KZE (D)	60,000
Oxfam-Novib (NL)	170,000
SwedBio (S)	135,189
Swift Foundation (USA)	33,288
Swissaid (CH)	25,000
Other income (donations, fees, publications, etc.)	54,603

**Total des revenus 2013**

**728,138**

## Comment soutenir GRAIN

Pour que GRAIN puisse maintenir son influence et son indépendance et rester à l'avant-garde de la lutte, nous avons besoin de votre soutien.

Pour ce faire, vous pouvez contribuer financièrement, partager vos propres matériaux, donner de votre temps et nous faire profiter de vos talents, comme nous l'expliquons sur notre site Internet. Si vous appréciez ce que nous faisons, pourquoi ne pas devenir 'Ami de GRAIN' en faisant une donation en ligne pour soutenir notre travail ou en nous contactant à [grain@grain.org](mailto:grain@grain.org)



GRAIN, Girona 25 pral, 08010 Barcelone, Espagne

Téléphone : +34 933011381

Email : [grain@grain.org](mailto:grain@grain.org)

Site Internet : [www.grain.org](http://www.grain.org)

Facebook : [facebook.com/GRAIN.org](https://facebook.com/GRAIN.org)

Twitter : [@GRAIN\\_org](https://twitter.com/GRAIN_org)